

DOSSIER



Les lauréats du label Meilleurs PER Challenges 2025, le 16 septembre, à Paris. Une sélection de 24 contrats parmi les plus fiables.

FINANCER SA RETRAITE



Dans un système toujours plus déséquilibré, les réformes se succèdent et le succès des plans épargne retraite (PER) ne se dément pas. Notre sélection des 24 meilleurs produits.

SE SÉCURISER
EN TEMPS
D'INCERTITUDE
P. 82

LES
MEILLEURS PER
2025
P. 86

CINQ CRITÈRES
POUR
BIEN CHOISIR
P. 92

OPTIMISER
SON PER GRÂCE
AU TRANSFERT
P. 94

S'OUVRIR
À
L'IMMOBILIER
P. 96

CONFIGURER
SON
ASSURANCE-VIE
P. 100

DYNAMISER SON
PORTEFEUILLE
AVEC LE PEA
P. 104

DOSSIER COORDONNÉ PAR PASCALE BESSÉS-BOUMARD ET DAMIEN PELÉ
PHOTOS : BRUNO LEVY POUR CHALLENGES

Sécuriser sa retraite dans un système incertain

De réforme en réforme, le financement des pensions est de plus en plus précaire. Un enjeu majeur qui doit absolument être réglé. Les particuliers, eux, épargnent comme jamais grâce à un bon éventail de produits, PER en tête.



Bastien Oliot/Hans Lucas/APP

Lors des dîners de famille, s'il est un sujet qu'il ne faut pas aborder, c'est bien celui de la retraite. Loin d'être figé, le débat sur l'avenir du système ne fait pas l'unanimité. Et surtout pas la dernière réforme qui a porté à 64 ans l'âge légal de la retraite, lui rajoutant deux ans. Après la tentative, avortée, par François Bayrou de l'amender via le conclave, son successeur à Matignon, Sébastien Lecornu, ne semblait pas fermé à l'idée d'introduire quelques modifications. Mais sa partition n'avait manifestement pas satisfait l'intersyndicale, reçue le 24 septembre à Matignon. Les syndicats réclament l'abrogation pure et simple de la réforme de 2023 et avaient appelé à une nouvelle journée de grève générale le 2 octobre. Le Parti socialiste

en a aussi fait un totem. Sébastien Lecornu n'aura, de toute façon, pas tenu suffisamment longtemps pour faire passer ses tentatives d'amendement. Et l'incertitude plane plus que jamais sur l'avenir de cette réforme. De l'avis de nombreux experts financiers, il est pourtant établi que le système par répartition est en sursis si aucun moyen supplémentaire ne lui est octroyé.

Contraintes démographiques
Pendant ce temps, les Français ont du mal à s'y retrouver. La réforme va-t-elle rester en l'état ? Le futur gouvernement va-t-il finir par y apporter des modifications ? Y aura-t-il encore assez d'argent dans les caisses pour financer leur pension ? « Compte tenu de l'évolution de la démographie, il est impératif de

Olivier Faure, Boris Vallaud et Patrick Kanner, à la sortie de Matignon, le 3 octobre. Le Premier secrétaire du PS a redemandé sur France Inter, le 6 octobre, juste avant la démission de Sébastien Lecornu, un nouveau débat parlementaire sur la réforme des retraites de 2023.

revoir les bases de la retraite par répartition, assure Patrick Behanzin, membre du comité exécutif de Natixis Interépargne. Cela passe par d'incontournables efforts. Soit confirmer l'âge légal à 64 ans, soit augmenter les cotisations des actifs, soit baisser les prestations des retraités. Faute de consensus sur le sujet, le moins douloureux serait de travailler plus longtemps. »

Ajustements sociaux

A vu des points d'achoppement entre les différents interlocuteurs, et compte tenu de l'état des finances publiques, on imagine mal une révision en profondeur du texte actuel. « Il n'y a pas de big bang à attendre. Mais peut-être quelques petits ajustements », estime de son côté Gauthier Haem, directeur commercial de Yomoni. Patrick Behanzin, lui, va plus loin en proposant trois pistes d'évolution : un meilleur traitement pour ceux qui exercent des emplois pénibles, des avantages accrus pour les femmes ainsi que pour les carrières longues. « Ce serait bien d'adoucir le texte en vigueur. Mais la réforme s'impose, car en cas de défaut de financement, ce seront les moins aisés qui seront pénalisés. »

De fait, les statistiques du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), publié en juin dernier, sont là pour le prouver : il y a dorénavant un déficit chronique d'actifs au regard d'un nombre plus élevé de retraités. En 2024, les retraites ont représenté un budget de 407 milliards d'euros, soit 13,9% du PIB et 24,4% de l'ensemble des dépenses publiques. Parmi les pays suivis par le COR, la France présente le deuxième régime, ►►►

Vieillesse dorée.

Pensez à votre retraite avec MATLA, notre plan d'épargne retraite individuel, à moins de 1% de frais tout compris en gestion pilotée.* Et moins de frais, c'est plus de capital pour vous.



CE PRODUIT PRÉSENTE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL.

Télécharger
l'application :



Document non contractuel à caractère publicitaire.

*Incluant les frais annuels de gestion précisés dans la Notice d'information du contrat MATLA. Le fonctionnement des unités de compte est décrit dans la note/notice d'information du contrat. MATLA est un contrat d'assurance collective sur la vie, souscrit dans le cadre du Plan Épargne Retraite individuel de type multisupport, commercialisé par Boursorama en sa qualité d'intermédiaire en assurances, et conçu par Oradéa Vie (groupe Société Générale), entreprise régie par le Code des assurances. En Gestion Pilotage Horizon Retraite, les portefeuilles modèles d'allocation d'actifs sont fournis par BlackRock Netherlands B.V. (« BlackRock »), en tant que conseiller en allocation d'actifs. Les allocations d'actifs de BlackRock ne constituent pas un conseil en investissement ou une recommandation. Boursorama est immatriculée auprès de l'organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n°07 022 916 (orias.fr) en tant que courtier en assurance. BUZZMAN® BOURSORAMA – Société Anonyme au capital de 53 576 889,20 € - RCS Nanterre 351 058 151 – TVA 69 351 058 151 – 44, rue Traversière 92100 Boulogne-Billancourt.

►►► après celui de l'Italie, où la part des dépenses de retraite publiques dans le PIB est la plus élevée. « La question essentielle est de savoir quel dimensionnement du système de retraites est compatible avec notre capacité à le financer, écrit le COR dans son rapport. Un sujet qui se pose non seulement pour les retraites, mais également pour l'ensemble des autres postes de dépenses publiques dans un contexte marqué par de fortes tensions sur les finances publiques. » L'institution préconise également une modération de la progression des pensions nettes de prélèvements, une hausse des contributions retraites des salariés et des employeurs, et enfin un recul de l'âge du départ.

Epargne au sommet

Vu ce contexte anxiogène, largement relayé un peu partout, les Français remplissent leur bas de laine. Ils n'ont même jamais autant mis de côté, puisque le taux d'épargne vient de culminer à 18,9% de leur revenu disponible brut (celui dont disposent les ménages pour consommer ou investir), un plus haut historique. Et à en croire les différents sondages récemment parus, la retraite est effectivement au centre de leurs questionnements. Selon celui réalisé récemment par Crédit agricole assurances, 73% des personnes interrogées se disent préoccupées par le sujet et 15% seulement font confiance au système actuel. Pire, 46% indiquent que la dernière réforme a renforcé leurs



Compte tenu du contexte budgétaire, qui ne devrait pas s'améliorer, les épargnants doivent prendre leur destin en main. Et rien de mieux pour cela que de souscrire un PER, l'outil idéal pour épargner de façon prudente, sur la durée.

GAUTHIER HAEM,
directeur commercial de Yomoni.

inquiétudes. Conséquence logique, neuf personnes sur dix estiment qu'il est nécessaire de se constituer une épargne complémentaire dès le plus jeune âge.

« Ils ont raison, appuie Gauthier Haem. Compte tenu du contexte budgétaire actuel, qui ne devrait pas s'améliorer à l'avenir, ils doivent prendre leur destin en main. Et rien de mieux pour cela

que de souscrire un PER, l'outil idéal pour épargner de façon prudente, sur la durée, comme en témoigne le succès croissant de ce produit. » La loi Pacte de 2019 a effectivement introduit ce placement particulièrement bien adapté pour préparer la retraite des Français désireux et capables financièrement de réaliser un effort régulier. Elle a surtout offert la possibilité de sortir son épargne en cash, contrairement à ce qui se pratiquait précédemment où seule était autorisée une sortie en rente. Petite révolution qui a tout de suite séduit.

Assurance-vie complémentaire

Selon les statistiques établies par France Assureurs, les PER assurantiels comptabilisaient, à la fin décembre 2024, 6,9 millions d'assurés pour un encours de 92,8 milliards d'euros. Et toutes catégories confondues, plus de 11 millions de personnes détenaient un PER pour un encours de 125,7 milliards d'euros. Des chiffres en régulière progression, mais qui ne rivalisent pourtant pas vraiment avec le placement préféré des Français, à savoir l'assurance-vie, qui culmine à plus de 2000 milliards d'euros d'encours. Cette dernière a, certes, en sa faveur une longue antériorité et le succès du fonds en euros, cette poche garantie que les assureurs ont longtemps promue, avant de rétropédailler au moment de la baisse des taux d'intérêt.

Dans un PER assurantiel, il est d'ailleurs tout à fait possible d'avoir un fonds en euros, les offres actuellement disponibles ressemblant à s'y méprendre à celles de l'assurance-vie. Deux différences toutefois. Une première, avantageuse : la souscription à un PER donne accès à une réduction d'impôt immédiate, ce qui n'est pas le cas pour l'assurance-vie. La seconde, défavorable : le PER est bloqué jusqu'à la retraite, sauf pour l'acquisition de sa résidence principale ; dans le cas de l'assurance-vie, les fonds ne sont jamais bloqués. Il est toutefois nécessaire de conserver cette enveloppe au moins huit ans pour bénéficier de l'exonération de la plus-value sur les investissements réalisés.

Pascale Besses-Boumard

Un horizon financier inquiétant

Equilibre financier du système de retraites (en % du PIB, scénario de référence*)



*Hypothèses démographiques centrales de l'Insee (fécondité de 1,8 enfant par femme et solde migratoire net de 70 000 personnes par an), croissance annuelle de la productivité horaire du travail de 0,7% (à partir de 2040) et taux de chômage de 7% (à partir de 2032).

En 2024, les retraites ont représenté 407 milliards d'euros, soit 13,9% du PIB. Et face au déséquilibre croissant entre cotisants et retraités, les déficits s'amplifient, sans réforme.



**NE VOUS LAISSEZ
PAS SURPRENDRE
PAR VOTRE RETRAITE !**

Document à caractère publicitaire - crédits photos Agence Libre

**4 %* DE TAUX DE RENDEMENT
SUR LE FONDS EN EUROS EN 2024**

Les rendements passés ne préjugent pas des rendements à venir.

**JUSQU'À 10 %
DE VOS REVENUS DÉFISCALISÉS****

Avantages accordés sous certaines conditions.

**Souscrivez au plan d'épargne retraite
individuel (PERIN)* de La France Mutualiste**

 **La France Mutualiste**
Épargne - Retraite
Groupe malakoff humanis



* Plan d'épargne retraite individuel LFM PERFORM (PERIN). Taux net de frais de gestion et brut de prélèvements sociaux et fiscaux du fonds en euros du contrat en 2024.

** Distinctions valables un an décernées par les magazines Challenges, Le Revenu et un jury d'experts indépendants (Label d'excellence - Les dossiers de l'épargne).

La France Mutualiste – Mutuelle nationale de retraite et d'épargne soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité. Immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° SIREN 775 691 132, siège social : Tour Pacific – 11-13 cours Valmy – 92977 Paris La Défense Cedex.



CONTACTEZ-NOUS
AU 01 89 71 91 52

Les Meilleurs PER 2025 pour compléter sa pension

Dans un marché qui ne cesse de s'étoffer face à la demande, Challenges a disséqué plus de 100 plans épargne retraite pour sa sélection annuelle des offres les plus performantes. Nos conseils et le profil de nos 24 lauréats.



Soirée des Meilleurs PER 2025 organisée par Challenges, à Paris, le 16 septembre. Pour désigner les 24 lauréats, plus de 100 contrats ont été analysés selon leurs performances, les frais, les conditions de sortie ou la variété des supports.



Depuis six ans, le succès ne se dément pas. Lancé en octobre 2019 par la loi Pacte pour remplacer les dispositifs de placement pour la retraite existants, le plan épargne retraite (PER) est souscrit par de plus en plus de Français. Fin 2024, 11,6 millions en détenaient un, ce qui représentait un encours de 125,7 milliards d'euros, avec une majorité de PER individuels, souscrits directement par les épargnants. « Ce produit coche toutes les cases : il permet de faire une économie d'impôt immédiate, offre un grand choix de supports de gestion et l'épargnant a la liberté de sortir en rente, en capital ou un mélange des deux », rappelle David Farcy, associé fondateur du cabinet de conseil Périclès.

Jeunes sur les rangs

Outre l'économie d'impôt, c'est aussi la crainte de n'avoir pas ou peu de pension de retraite qui intéresse.

« Nous vendons beaucoup à des jeunes qui prennent très tôt le réflexe d'épargner pour leur retraite, avec de petits montants en versements programmés, constate Nicolas Fleuriot, directeur du développement de l'UMR. Mais le prochain défi sera de leur faire augmenter ces montants au fil du temps, c'est aussi notre devoir de conseil. »

Autre preuve de succès, l'offre s'est considérablement élargie. Il existe plus d'une centaine de PER disponibles. Et le marché continue de s'étoffer : la société de gestion BDL Capital Management a lancé en septembre un nouveau PER investi uniquement en fonds actions, tandis que la mutuelle Garance propose Cagn'Up, une application qui ►►►

23,33%

DE PERFORMANCE CUMULÉE EN 7 ANS POUR LES
FONDS EUROS DES CONTRATS RETRAITE DE GARANCE

(NET DE FRAIS DE GESTION)
LES PERFORMANCES PASSÉES NE PRÉJUGENT PAS DES PERFORMANCES FUTURES

Va falloir se lever *taux*
pour faire mieux que Garance

Découvrez nos offres
et promotions retraite

★★★★★ 4,6 sur Google
Juillet 2025



*PERFORMANCE CUMULÉE DU FONDS EUROS DES CONTRATS RETRAITE GARANCE:
3,10% EN 2018, 3% EN 2019, 2,75% EN 2020, 2,8% EN 2022, 3,5% EN 2023, 4,5% EN 2024

COMMUNICATION À CARACTÈRE PUBLICITAIRE - GARANCE, MUTUELLE SOUMISE AUX DISPOSITIONS DU LIVRE II DU CODE DE LA MUTUALITÉ ET IMMATRICULÉE AU RÉPERTOIRE SIRENE SOUS LE NUMÉRO 391 399 227 DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉ AU 51 RUE DE CHATEAUDUN, 75442 PARIS CEDEX 09. GARANCE RETRAITE, FONDS DE RETRAITE PROFESSIONNELLE SUPPLÉMENTAIRE, RÉGI PAR LE CODE DES ASSURANCES, IMMATRICULÉ SOUS LE NUMÉRO SIREN 907 943 989 - PHOTOGRAPHIE NON RETOUCHÉE.

Nos 24 contrats labellisés Meilleurs PER (suite page 90)

LES PER DE RÉSEAUX	NOM DU CONTRAT Etablissement	FRAIS SUR VERSEMENT (en %)	FRAIS DE GESTION SUR UC (en %)	FRAIS DE GESTION DU FONDS EN EUROS (en %)	PERFORMANCE 2024 DU FONDS EN EUROS (en %)	PERFORMANCE DE LA GESTION À HORIZON (en %)		
						DÉFENSIF		ÉQUILIBRÉ
						2024	Sur 3 ans	OFFENSIF
						2024	Sur 3 ans	2024
	Afer Retraite individuelle Afer	3	1	1	2,5	7,35 0,7	11,96 3,41	12,85 4,02
	Ampli-PER Liberté Ampli Mutuelle	0	0,65	0,5	3,5	4,31 3,48	5,1 3,69	6,69 4,11
	Cachemire PER La Banque postale	3	0,85	0,85	2,55	8,17 3,54	11,67 4,25	17,94 4,72
	Corum PERLife Corum	0	0,6	0,5	4,65	6,06 0,93	6,11 0,65	6,38 0,54
	GAN Nouvelle Vie GAN	4,5	0,96	0,7	3,5	7,18 -0,59	9,49 0,42	10,54 0,89
	Garance Vivacité Garance	1,5	0,7	0,7	4,5	7,2 1,4	9,8 2,42	11,3 3,19
	Groupama Nouvelle Vie Groupama	4,5	0,96	0,7	3,5	7,18 -0,59	9,49 0,42	10,54 0,89
	LFM PER'Form La France mutualiste	0	0,77	0,77	4	9,43 0,88	11,46 0,4	11,46 0,4
	PER Acacia Société générale	1	0,84	0,84	3,25	6,57 2,58	7,37 2,83	7,95 3,27
	PER Assurance Retraite Crédit mutuel	2,5	0,65	0,65	2,75	5,77 -0,11	11,37 1,61	17,58 3,78
	PER Médicis Multisupport Médicis	2,9	0,75	0,75	4	4 6,24	5,38 1,97	6,43 3,53
	Peri Bred Bred	2,5	0,7	0,9	3,05	8,05 3,8	10,19 4,27	10,19 4,27
	Périvie UMR	2,5	0,6	0,6	3,6	4,34 1,71	8,92 3,88	8,92 3,88

SOURCE : CHALLENGES.

►►► transforme les dépenses en épargne. Concrètement, il s'agit d'un système de cagnottage (*cashback* en anglais) – où des enseignes partenaires remboursent un pourcentage des achats réalisés par le souscripteur – et cette somme sera automatiquement réinvestie dans son PER. « *Le risque de ces produits, grince néanmoins un concurrent, c'est de faire miroiter aux clients qu'ils vont se constituer un complément de retraite sans trop d'efforts, alors que le montant risque d'être bien inférieur à leurs attentes.* »

Les professionnels mettent aussi en avant les nombreuses possibilités du PER. « *L'épargnant peut y intégrer toutes les classes d'actifs : des ETF, des fonds actions ou obligataires, des SCPI, du private equity, et il a le choix de sélectionner lui-même ses fonds ou de déléguer la gestion* », énumère Rémi Filipovitch, chef de produits placements à BoursoBank. L'un de nos PER labellisés, celui d'Inter Invest, permet même aux souscripteurs de loger matières premières et cryptomonnaies (bitcoin, ethereum...).

Pour s'y retrouver, Challenges décerne depuis cinq ans son label Meilleur PER aux produits les plus compétitifs. Le nombre de contrats audités dépasse pour la première fois la centaine et 24 ont été distingués, provenant de réseaux bancaires, d'assurances, de courtiers, d'acteurs en ligne et de groupes mutualistes. Tous les lauréats affichent des frais moyens d'entrée sensiblement moins élevés que la moyenne (entre -20 et -40%) et des performances meilleures que celles de leurs concurrents en 2024: ►►►

Notre méthodologie d'attribution des labels

Pour la cinquième année consécutive, Challenges et les experts de Financial Studies et de Périclès Consulting, cabinet spécialisé dans le conseil aux grandes compagnies d'assurance, ont passé au crible 103 plans épargne retraite pour attribuer les labels Meilleurs PER.

Plus d'un millier de données ont été enregistrées, homogénéisées et pondérées selon les besoins des souscripteurs, qui varient entre ceux ayant adhéré en agence avec des conseillers et ceux qui choisissent un contrat en ligne. Parmi les points étudiés figurent les différents

frais des PER (frais sur versement, de gestion et frais annexes), le nombre et la variété de supports financiers proposés, les options de gestion et les conditions de sortie. A noter que les produits présentant des options spécifiques (investissement en actions en direct, cryptomonnaies...)

ont obtenu des points supplémentaires. Une grande partie de l'attribution de label dépend aussi du rendement en 2024 des fonds en euros quand il y en a et des performances des différents profils de gestion des PER (prudent, équilibré, dynamique) sur un an et sur trois ans. ■



L'avenir, votre retraite, épargner aujourd'hui pour profiter demain : Cachemire PER*.

Avec le Plan d'Epargne Retraite Cachemire PER,
profitez d'un cadre fiscal spécifique pour
vous constituer un capital et préparer vos besoins futurs.

Pour en savoir plus rendez-vous dans votre bureau de poste.

Ce contrat présente un risque de perte en capital.



Les montants investis sur des supports en unités de compte sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse, dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers, d'où un risque de perte en capital.

COMMUNICATION À CARACTÈRE PUBLICITAIRE.

* Cachemire PER est un Plan d'Épargne Retraite Individuel constitué sous la forme d'un contrat d'assurance de groupe sur la vie à adhésion facultative, libellé en euros et en unités de compte. Ce contrat est souscrit par l'Association Liberté Retraite (ALR) de La Banque Postale auprès de CNP Retraite, fonds de retraite professionnelle supplémentaire régi par le Code des assurances. CNP Retraite – Fonds de retraite professionnelle supplémentaire régi par le code des assurances – Société anonyme au capital de 50 039 269 € entièrement libéré – 892 347 501 RCS Nanterre – Siège social : 4 promenade Cœur de Ville, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Association Liberté Retraite de La Banque Postale (ALR) – Association régie par la loi de 1901, ainsi que les articles L. 141-7 et L.144-2 du Code des assurances, et les articles L. 224-1 et suivants du Code monétaire et financier, enregistrée auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et Résolution sous le numéro 479 568 545/GP. 15. Siège : BU LBP – LV1 – 4 promenade Cœur de Ville, 92130 Issy-les-Moulineaux. Site Internet : www.alr-perp.fr. La Banque Postale – SA à Directoire et Conseil de Surveillance. Capital social 6 585 350 218 €. Siège social : 115 rue de Sèvres, 75275 Paris Cedex 06. RCS Paris n° 421 100 645. Orias n° 07 023 424. © Getty Images.

Nos 24 contrats labellisés Meilleurs PER (suite de la page 88)

LES PER EN LIGNE ASSURANTIELS	NOM DU CONTRAT Etablissement	FRAIS SUR VERSEMENT (en %)	FRAIS DE GESTION SUR UC (en %)	FRAIS DE GESTION DU SUPPORT EURO (en %)	PERFORMANCE DU FONDS EURO EN 2024 (en %)	PERFORMANCE DE LA GESTION À HORIZON (en %)					
						DÉFENSIF		ÉQUILIBRÉ			
						2024	Sur 3 ans	2024	Sur 3 ans	2024	Sur 3 ans
Lucya Abeille PER Lucya	Lucya Abeille PER Lucya	0	0,6	0,6	2,4	7,35	0,37	11,96	3,07	12,85	4,69
	MIF PER Retraite MIF	0	0,6	0,6	3,45	9,24	1,45	11,22	1,45	13,2	1,47
	PER Caravel Caravel	0	0,6	1	1,5	8	3,05	15,4	5,35	23,9	7,27
	PER Matla Boursorama	0	0,5	0,5	3,5	10,66	3,46	12,4	2,89	15,88	4,8
	PER Papisy Papisy	0	1	0,6	3,50	8,2	2,59	8,83	3,56	9,88	4,27
	Retraite ISR Placement-direct	0	0,5	0,6	3,6	10,4	0,07	14,77	2,11	16,14	2,75
	PER Ramify	0	0,7	0,6	2,5	9,96	3,71	17,2	5,95	27,12	8,35
LES PER BANCAIRES	Mon PER Inter Invest	0	0,3	—	—	13,7	6,63	22,2	10,47	29,6	13,87
	PER Retraite Yomoni	0	0,6	—	—	6	-0,42	9,6	1,58	11,3	2,57
LES PER À POINTS	NOM DU CONTRAT Etablissement	VERSEMENT MINIMAL À L'OUVERTURE (en euros)	FRAIS SUR VERSEMENT (maximum, en %)	FRAIS DE GESTION DU SUPPORT EURO (en %)	FRAIS D'ARRÈRAGES SUR RENTE (en %)	PERFORMANCE DU FONDS EURO (en %)				ÉVOLUTION DE LA VALEUR DU POINT DE SERVICE (en %)	
	PER Corem UMR	20	2	0,37	1	3,88	5,01	3,62	4,17		
	PER Médicis Médicis	37,5	2	0,5	0,5	1,85	5,61	3,74	3,73		
										4	

SOURCE : CHALLENGES.

►►► en moyenne 7,7% pour la gestion défensive, 11% pour la gestion équilibrée et 13,6% pour la gestion dynamique. Plus que la moyenne des performances des gagements pilotées, compilées par le cabinet Good Value for Money, qui étaient en 2024 de 4,4% pour la gestion défensive, 5,4% pour la gestion équilibrée et 6% pour la gestion dynamique.

Frais normalisés

Comme tous les ans, on retrouve dans notre palmarès à la fois des PER assurantiels (calqués sur le modèle de l'assurance-vie), des PER bancaires (plus proche d'un compte titres), mais aussi une catégorie spécifique : les PER à points. Dans ces contrats, chaque versement est converti en points, selon une valeur d'achat qui est fixée tous les ans par l'assureur. Au moment du départ en retraite, le nombre de points accumulés déterminera le montant du capital ou de la rente. « Cela présente l'avantage d'être très simple et très lisible pour les clients », résume Isabelle Augaudy, directrice market-

ting de Médicis, un des deux contrats de ce type labellisés.

Alors que l'absence de frais sur versement était l'apanage des structures en ligne, de plus en plus d'acteurs traditionnels se calquent sur la tarification du digital. C'est le cas notamment d'assureurs ou de mutuelles telles que la MIF, Ampli Mutuelle ou La France mutualiste...

« C'est un signe de normalisation dans un marché devenu extrêmement concurrentiel avec plus d'une centaine de PER, constate Ludovic Herschlikovitz, président de Financial Studies. La course aux frais compétitifs et la comparaison deviennent désormais un réflexe chez l'épargnant, tant sur les coûts que sur les performances. » L'obligation depuis 2022 de présenter un tableau standard des frais contraint aussi les émetteurs à plus de modération.

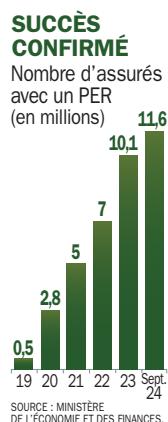
Autre point d'évolution remarqué par notre expert : le renforcement du conseil pour les acteurs en ligne. « Certains ouvrent des agences ou mettent en place des supports en

visio ou vidéo WhatsApp. Comme Lucya, qui développe depuis peu un réseau d'agences locales, ou Meilleurtaux. Pour un épargnant, rien ne remplace un entretien en face-à-face avec un conseiller, surtout au moment de signer un contrat qui l'engage sur plusieurs décennies », observe-t-il.

Quête de longévité

Depuis la création de notre palmarès en 2021, des contrats ont été primés plusieurs fois, mais seuls trois d'entre eux ont réussi à obtenir le label à chaque édition : Ampli PER Liberté d'Ampli Mutuelle, Pérvie de l'UMR et le PER Acacia de la Société générale. Trois produits d'acteurs de réseaux, qui brillent par la régularité de leur performance. Signalons aussi que deux acteurs en ligne, Yomoni et Placement-direct.fr, ont été récompensés eux aussi chaque année, mais grâce à des PER différents. Une longévité que tous espèrent atteindre dans notre prochaine édition des Meilleurs PER, en 2026.

Damien Pelé ►





MACSF

RETRAITE

Votre retraite risque d'être bien remplie



© Getty Images

Préparez votre retraite dès aujourd'hui avec un accompagnement personnalisé pour en profiter, au bon moment.

- ✓ Estimez vos revenus et vos futurs besoins à la retraite
- ✓ Adaptez votre stratégie avec des solutions évolutives
- ✓ Optimisez votre fiscalité selon votre situation

En savoir plus



Ensemble, prenons soin de demain

macsf.fr

3233 ➔ Service gratuit
+ prix appel

Cinq critères pour bien choisir

Coûts, fiscalité, performance... Trouver le plan d'épargne retraite qui correspond à son profil nécessite un comparatif minutieux, en rentrant dans le détail des offres sur le marché. Notre guide pour une sélection efficace.

Derrière le succès des plans épargne retraite (PER) individuels, une multitude de produits s'offrent aux épargnants. Pour trouver celui qui sera réellement adapté à vos besoins, voici cinq paramètres à prendre en compte et à bien évaluer.

SE RENSEIGNER SUR LES FRAIS

Le PER étant un placement de long terme, il est impératif de s'informer du niveau des frais prélevés, qui peuvent s'avérer lourds au fil du temps. Le Conseil consultatif du secteur financier (CCSF) a estimé en 2021 que ces derniers étaient trop nombreux et susceptibles de peser sur les rendements. Depuis, la grande majorité des assureurs et mutuelles ont fait des efforts pour rendre plus transparente leur grille de tarifs. Mais de là à baisser les prix... Hormis les frais de souscription (dont on peine à expliquer la légitimité, à l'heure de la numérisation), ceux sur versement représentent un pourcentage prélevé sur chaque somme déposée dès l'ouverture du contrat. La moyenne du marché se situe autour de 2,5%, avec des taux variant de 0 à 5% selon les établissements. A noter que les courtiers en ligne proposent très majoritairement d'en exonérer leurs clients.

Il y a aussi les frais de gestion annuels, divisés en frais sur le fonds en euros (0,6 à 2% par an) et sur les unités de compte (0,5 à 1,2%). Dans le cas d'une gestion pilotée, comptez généralement 0,2 à 0,5% supplémentaires par an. Et si vous êtes enclin à faire évoluer votre portefeuille, ajoutez des frais d'arbitrage pour chaque opération (jusqu'à 2% du montant modifié). Là encore, les propositions commerciales varient.



Il est préférable de privilégier les acteurs digitalisés offrant un parcours dématérialisé. C'est plus pratique pour gérer son épargne à distance.

VIRGINIE MARTIN,
directrice des partenariats d'Inter Invest.

Certains établissements affichent une tarification fixe : par exemple, 10 euros par opération, quel que soit le montant transféré. D'autres proposent un nombre limité d'arbitrages gratuits par an. « *Il est tout aussi important de regarder la tarification des frais à la sortie, surtout lorsqu'est fait le choix de sortir en rente. Certains contrats comportent des frais d'arrérages, qui sont parfois très onéreux* », souligne Jérôme Rusak, président du groupe Rayne. N'hésitez pas à faire jouer la concurrence et à demander le détail des coûts si nécessaire.

DÉTERMINER LE MODE DE GESTION ADÉQUAT

Deux options s'offrent aux épargnants selon leur profil. Ceux qui ne veulent pas réaliser eux-mêmes leurs arbitrages pourront choisir la gestion déléguée, laissant à l'établissement l'orientation de leur portefeuille. Quant à ceux qui veulent décider de leurs placements et procéder en direct à des arbitrages, ils se tourneront plutôt vers la gestion libre. Celle-ci est la meilleure façon de prendre en main son épargne et de sélectionner des fonds aux performances plus génératrices que ceux proposés par les filiales des assureurs. Mais encore faut-il avoir le temps et les connaissances suffisantes pour trouver les bonnes options.

Autre possibilité, et il s'agit de la solution retenue par défaut, la gestion pilotée à horizon : les gérants vous proposeront des placements évolutifs en fonction du temps restant avant la retraite. Avec, logiquement, une composante obligataire plus importante à l'approche de l'échéance, de manière à sécuriser le portefeuille. « *A mes yeux, le premier paramètre à regarder pour choisir son PER est la performance de la gestion pilotée proposée par défaut. C'est l'occasion de vérifier si le gérant est bon ou pas* », soutient Virginie Martin, directrice des partenariats d'Inter Invest.

« *Maintenant qu'il est possible de transférer son PER sans frais, je pense que la performance de la gestion à horizon sera la première cause de mouvement, car toutes ne se valent pas. Il y a de vraies différences* », estime Olivier Sanson, directeur général d'Ampli Mutuelle. A noter, qu'il est possible de mixer gestion à horizon et gestion libre dans certains PER.

Pour gagner il faut voir loin. Beaucoup plus loin.



AVEC L'UMR,

spécialiste de l'épargne retraite supplémentaire, profitez d'une vraie capacité à investir sur du temps long. Notre équipe d'experts vous accompagne au quotidien, sur toute la durée de votre contrat.

Nos PER PERIVIE et COREM sont labellisés "meilleurs PER" par le magazine Challenges pour la 4^e année consécutive.



UMR *Et la retraite s'éclaire!*
GROUPE vyv

Le PER PERIVIE est un plan d'épargne retraite multisupports (fonds en euros et unités de compte) et Corem un plan d'épargne retraite en points. Tout placement financier comporte un risque de perte en capital, assumé par l'adhérent. Label Meilleurs PER: Enquête des meilleurs PER établie par Challenges/retraite.com publiée dans Challenges N°890 du 09 octobre 2025

Scannez pour plus d'informations



COMPARER LE RENDEMENT DU FONDS EN EUROS

Composante incontournable des PER assurantiels, les fonds en euros permettent de garantir une partie des sommes investies. D'où l'importance de comparer son rendement avant de souscrire à une offre. En 2024, leur performance moyenne s'est située autour de 2,6%, comme en 2023. Ces niveaux sont toutefois étroitement liés aux taux d'intérêt. Lorsque ceux-ci étaient très bas, les fonds ne rapportaient guère plus de 1%. Leur seul avantage à l'époque résidait dans la préservation du capital. A l'heure où les taux d'intérêt ont repris de la hauteur, mieux vaut privilégier un rendement supérieur à l'inflation. Dans le cadre d'un PER, il n'est toutefois pas conseillé de posséder une part de fonds en euros trop importante, car sur la durée, les placements un peu plus risqués sont plus rentables. A noter que les PER bancaires ne disposent pas de fonds en euros.

ÉVALUER LA QUALITÉ DU GESTIONNAIRE

Choisir un PER ne consiste pas seulement à regarder la palette de produits et services offerts. Certes, disposer d'un grand nombre de fonds en architecture ouverte permet de trouver le thème ou la zone géographique qui vous convient. Mais souvent, ce n'est pas forcément gage de performance. Le principal point à regarder est la qualité du gestionnaire, son track record et sa disponibilité vis-à-vis de ses clients.

Les grands groupes bancaires, plus sûrs, sont pourtant souvent plus gourmands en frais que les mutuelles ou les plateformes en ligne, qui n'ont pas de réseau d'agences à financer. L'idéal est de se tourner vers des structures numériques détenues par de grands établissements financiers. « Il est préférable de privilégier les acteurs réellement digitalisés offrant un parcours entièrement dématérialisé, conseille Virginie Martin. C'est plus

pratique pour gérer son épargne à distance et se tenir au courant au quotidien de l'évolution de ses avoirs. » Les mutuelles sont en général très à l'écoute de leurs clients. Et souvent très performantes. Elles font de gros efforts de pédagogie pour éduquer leurs souscripteurs.

**Disposer d'un grand nombre de fonds permet de trouver le thème ou la zone qui vous convient.
Mais ce n'est pas forcément gage de performance.**

Ce sont en outre des protagonistes très solides qui ne présentent aucun risque de difficultés financières.

Enfin, gare aux distributeurs qui viennent ajouter des couches supplémentaires de frais en se faisant rémunérer auprès des sociétés de gestion qui répercuteront forcément ce supplément. Les conseillers en gestion de patrimoine

(CGP), eux, sont majoritairement bien avisés et vous orienteront vers les produits adaptés à votre profil. Mais cet apport se paye.

CALIBRER LES SORTIES

Avec la loi Pacte, la possibilité de sortir son épargne en cash et non plus simplement en rente a permis une petite révolution. D'autant plus qu'il est possible de combiner ces deux options et même de fractionner les sorties en capital. Dans ces conditions, il est impératif de bien calibrer ces sorties en fonction de l'importance du portefeuille et de l'assiette fiscale. « Pour cela il ne faut pas hésiter à comparer toutes les solutions et faire des simulations. L'idéal est de se faire aider par un conseiller », recommande Jérôme Rusak.

Si le PER bénéficie d'avantages fiscaux à l'entrée, les sommes investies sont assujetties à l'impôt à la sortie. Il n'est donc pas recommandé de sortir ses avoirs en une seule fois. La majorité offre la possibilité d'effectuer des retraits libres, selon vos besoins, avec toutefois généralement des montants plafonds entre 500 et 1 500 euros. Mais aussi des frais. A noter que dans le cas d'une sortie fractionnée, la fiscalité est identique à celle d'une sortie en une seule fois, mais s'applique à chaque retrait. Cela permet d'étaler l'imposition dans le temps.

P.B.B. ▶

Optimiser son PER en activant l'option du transfert

Ce placement à long terme est aussi très souple : l'épargnant peut le déplacer à tout moment vers une offre plus performante, et c'est sans frais après cinq ans. Un atout à exploiter, même si l'opération n'est pas toujours fluide.

Lorsque le PER a été créé en 2019, le législateur avait prévu dès l'origine la possibilité de le transférer facilement vers un autre établissement. Une option que n'offre pas l'assurance-vie et qui permet en théorie d'améliorer son épargne retraite au fil du temps, en réduisant les frais ou choisissant un gérant plus performant. Mieux, les frais de transfert sont plafonnés à 1% et ils sont carrément supprimés après cinq ans. Le nombre de déplacements s'est d'ailleurs accéléré depuis le début de l'année, ce qui correspond au cinquième anniversaire des PER les plus anciens. « Aujourd'hui, plus d'une ouverture de PER sur deux chez nous est un transfert, avec un encours moyen de 40 000 euros », constate Edouard Michot, président et fondateur du courtier Lucya/Assurancevie.com.

Un phénomène lié au succès fulgurant du PER dès sa création : « Les Français ont souscrit rapidement aux premiers produits proposés et mis en avant par les banques, rappelle Edouard Michot. Mais cinq ans plus tard, l'offre s'est élargie, les gens ont pris le temps de comparer les différents contrats et peuvent profiter du transfert sans frais pour basculer vers un contrat plus performant ou moins gourmand en frais. »

Délai de deux mois

Sur le papier, le dispositif semble assez simple : le titulaire doit d'abord ouvrir le nouveau plan qu'il souhaite souscrire, puis informer l'assureur de son ancien contrat qu'il souhaite le transférer. Mais dans les faits, il faut d'abord savoir s'il s'agit d'un PER individuel (PERin), ou d'un PER d'entreprise (PERcol ou PERo) mis en place par un employeur pour



66 *Aujourd'hui, plus d'une ouverture de PER sur deux chez nous correspond à un transfert, avec un encours moyen de 40 000 euros.* **99**

EDOUARD MICHOT,
président de Lucya et d'Assurancevie.com.

tout ou partie de ses salariés. Tous les PER ont donc trois compartiments distincts pour répartir les encours selon l'origine des fonds, et ces différents compartiments doivent rester identiques lors du transfert. La procédure doit se faire dans un délai de 60 jours, généralement gérée par le nouvel assureur. Mais comme tous les acteurs ne sont pas dotés des mêmes systèmes informatiques, cela doit parfois se faire par courrier et peut prendre un peu plus longtemps. En cas de dépassement de délai, l'épargnant peut saisir le médiateur de l'AMF.

Pour fluidifier ces opérations, la start-up Permute, créée il y a deux ans, propose de faire le lien entre les assureurs, via des formulaires électroniques, pour automatiser et accélérer les transferts. Huit assureurs (Cardif, AEP, Spirica, Macif, Garance, La France mutualiste, Carac, MIF,) sont déjà partenaires. « Pour les clients de ces assureurs, cela se traduit par une réduction moyenne de 40% du délai moyen de transfert », souligne Arthur Fleury, le fondateur de Permute. D'autres compagnies devraient prochainement signer avec la jeune poussée.

Regrouper ses contrats

Enfin, le transfert vers un nouveau PER peut aussi se faire à partir de vieux contrats retraite, tels les Perp, contrats Madelin, l'épargne salariale... Selon France Assureurs, rien qu'en janvier 2025, 54 900 personnes ont rapatrié les sommes ainsi placées vers les PER, pour un montant de 1,6 milliard d'euros. « Aujourd'hui, le marché de l'épargne retraite, c'est 17,3 millions de contrats », dénombre Arthur Fleury. Opérer ce changement peut être intéressant pour un salarié qui quitte son entreprise et se retrouve avec un produit retraite où les frais de gestion ne sont plus pris en charge par l'employeur. À l'inverse, pour un épargnant qui a déjà un PER individuel, il peut être avantageux de le transférer vers celui de son entreprise à condition qu'il soit plus performant. Idem pour les salariés qui ont accumulé de nombreux produits retraite chez différents employeurs au cours de leur carrière et souhaitent tout rassembler pour partir en retraite. De quoi profiter de la flexibilité du PER sur la sortie : en capital, en rente, ou un mélange des deux.

D. Pe.

CHEZ CORUM, UN FONDS EURO QUI FAIT PLUS QUE PROTÉGER VOTRE ÉPARGNE !

Faire d'une pierre deux coups ! C'est la promesse du placement à capital garanti¹ proposé par la compagnie d'assurance CORUM Life : sécuriser votre épargne tout en cherchant le maximum de rendement. Avec succès jusqu'à présent puisque le fonds euro de CORUM Life s'est classé N°1 des fonds euro en 2023 et 2024² !

Coup dur cet été pour les 56 millions de Français³ détenteurs d'un Livret A : son rendement est tombé à 1,7%⁴. La dégringolade n'est d'ailleurs peut être pas finie puisque la rémunération du Livret A pourrait tomber à 1,5% en février prochain⁵. Et la tendance est la même du côté des plans épargne logement (PEL), comptes à terme (CAT) et autres Livrets bancaires... Quelle alternative pour continuer à faire travailler votre argent sans renoncer à la garantie du capital⁶ et au besoin de stabilité dans le temps ? C'est une vraie question, surtout dans une période où l'incertitude économique fait partie du décor...

N°1 DES FONDS EURO

Bonne nouvelle : des solutions existent. En l'occurrence, les fonds euros restent une valeur sûre. Ces placements sont disponibles dans les contrats d'assurance vie et les plans épargne retraite (PER). Leur principal atout ? Ils sont sécurisés, c'est-à-dire qu'ils garantissent votre capital⁶. Ces placements sont en effet composés majoritairement de produits peu risqués : les obligations (une forme d'emprunt), émises par des Etats ou des sociétés offrant les meilleures capacités de remboursement. De plus, les fonds euro intègrent un mécanisme appelé « effet de cliquet » : chaque année, les intérêts générés par votre épargne en fonds euro vous sont définitivement acquis. Ces gains produisent à leur tour des intérêts les années suivantes, par effet « boule de neige »... Attention cependant : tous les fonds euro ne se valent pas. Il convient donc d'être sélectif ! Alors qu'en 2024, les fonds en euros ont en moyenne rapporté 2,5%, certains ont fait nettement mieux. C'est le cas du fonds euro de la compagnie CORUM Life, N°1 des classements avec un rendement de 4,65%⁷. Nul bonus commercial derrière cette performance : elle s'explique par un timing de lancement favorable et des choix de gestion rigoureux. Parmi ces choix, une règle simple mais stratégique : limiter votre investissement dans le fonds euro de CORUM Life à 25% du contrat. Non par plaisir de vous restreindre, mais pour protéger la performance du fonds euro à long terme. Notre conviction : mieux vaut un filet d'eau bien orienté vers les racines qu'une inondation qui noie tout le terrain !



POUR COMPRENDRE OÙ VA VOTRE ARGENT !

Reste une question : que faire des 75% restants ? Réponse dans l'offre CORUM Life, pensée pour vous simplifier la vie. Accessibles dès 50 euros, le contrat d'assurance vie CORUM Life et le PER CORUM PER Life vous proposent une gamme de fonds volontairement restreinte pour plus de visibilité. À la carte ou au menu : c'est vous qui choisissez ! Plusieurs formules de gestion sont disponibles, avec des performances comprises entre 5,7% et 6% depuis leur lancement⁸. Bien sûr, les performances passées ne présagent pas des performances futures, mais elles témoignent du savoir-faire de l'équipe de gestion sur plusieurs années.

Parmi les formules proposées, la formule CORUM Life Rosetta trouve tout son intérêt dans la période d'incertitudes actuelle. Elle répartit votre investissement entre épargne en immobilier, épargne en obligations et épargne en actions. Particularité de cette formule : les gérants ajustent sa composition en temps réel en fonction des opportunités, cherchant à positionner votre épargne au bon endroit au bon moment. La formule affiche une performance sur 1 an de 6,2%⁹.

Investir chez CORUM est simple et rapide : le parcours de souscription est entièrement dématérialisé. Et parce que l'humain reste à nos yeux essentiel, nos conseillers spécialistes en gestion de patrimoine sont disponibles pour vous accompagner, n'hésitez pas à prendre rendez-vous sur www.corum.fr. Notre priorité ?

Que votre argent soit investi dans un placement que vous comprenez et qui corresponde vraiment à vos besoins d'aujourd'hui et de demain.



1.Capital garanti diminué des frais de gestion. 2.Classements 2024 réalisés par l'Agefi, Capital, Le Revenu, Boursier, Good Value for Money, France Transactions...3.Fédération Bancaire Française, L'Épargne des Ménages, février 2025. 4.Banque de France 5.Prévision basée sur la méthode officielle de la Banque de France intégrant les chiffres de l'Insee à septembre 2025 et le taux interbancaire. Cf. article du site capital.fr le 11 septembre 2025. 6.Eventuellement diminué des frais de gestion. 7.Rendement net de frais de gestion, hors prélevements sociaux et fiscaux. CORUM EuroLife est disponible dans le contrat d'assurance vie CORUM Life, dans la limite de 25 % du contrat. 8.Performances annualisées des formules Essential, Immo et Entreprises calculées du 31/03/20 au 31/03/25, sur la base des fonds composant les formules. Les performances, nettes de frais de gestion, des formules ne reflètent pas la performance du contrat, qui dépend de la date de souscription. Source : Groupe CORUM. 9.Nette de frais de gestion. **Investissements long terme. Risque de perte en capital et risque de liquidité. Performance et revenus non garantis. Les performances passées et références à un classement ne préjugent pas des performances futures.** CORUM L'Épargne, SAS au capital social de 1 000 000,00 €, RCS Paris n° 851 245 183, siège social situé 1 rue Euler 75008 Paris, inscrite auprès de l'ORIAS sous le numéro 20002932 (www.orias.fr) en ses qualités de CIF, membre de la CNCF, chambre agréée par l'AMF, de MOBSP, de MIA et d'AGA sous le contrôle de l'ACPR. CORUM Life est un contrat d'assurance vie composé d'unités de compte et d'un fonds euro gérés par la compagnie d'assurance CORUM Life, SA à directoire et conseil de surveillance au capital social de 20 000 000 € régie par le Code des assurances, RCS Paris n° 852 264 332. Siège social 1 rue Euler 75008 Paris. Société soumise au contrôle de l'ACPR, 4 place de Budapest 75436 Paris Cedex 9.

S'ouvrir aux nouvelles perspectives de l'immobilier

La pierre regagne en attractivité à la faveur de la stabilisation des prix et des taux. Avec des produits variés pour moduler rentabilité, revenu récurrent ou constitution d'un patrimoine en vue de la retraite.

Dans le contexte d'incertitude politique, d'épargne record et de fragile reprise – stabilisation des prix au mètre carré et des taux de crédit –, les placements immobiliers redeviennent une option sécurisante en vue de la retraite. Investissement locatif, SCPI, démembrement, via ger : la pierre se révèle sous toutes ses facettes.

PRENDRE LE TRAIN DES SCPI RÉCENTES

Après trois années en dent de scie, la collecte des SCPI a repris des couleurs depuis la stabilisation des taux d'intérêt. Avec des tickets d'entrée de plus en plus bas (dès

100 euros), des rendements élevés et les mêmes avantages fiscaux qu'un investissement en direct, c'est une alternative de diversification intéressante pour la retraite. « *La SCPI offre un rendement locatif, mais sans souffrir des inconvénients de la pierre, car c'est la société de gestion qui s'occupe de la location et en atténue les risques grâce à la mutualisation des actifs* », résume Jean-Marc Peter, le directeur général de Sofidy. Il conseille cependant « *de privilégier les SCPI diversifiées, moins risquées, après les déboires rencontrés par celles de bureaux* ». Le contexte actuel de prix bas est aussi particulièrement favorable

aux SCPI récentes (*voir tableau ci-dessous*). « *Sofidynamic, lancée début 2024, offre des rendements de 7% à long terme, grâce à des actifs récemment achetés, comme le centre commercial O'Parinor, à Aulnay-sous-Bois, qui affiche des taux nets à deux chiffres* », illustre Jean-Marc Peter. La rentabilité peut être renforcée grâce au mécanisme des versements programmés. « *En réinvestissant chaque mois les dividendes de sa SCPI, on peut constituer un patrimoine de 45 000 euros, en épargnant seulement 100 euros par mois pendant vingt ans* », pointe Jonathan Dhiver, le fondateur du comparateur de placements immobiliers ►►►

Cinq jeunes SCPI aux performances prometteuses

NOM Société de gestion	DATE DE CRÉATION	CAPITALISATION (en millions d'euros)	TAUX DE DISTRIBUTION ANNUALISÉ*	COMMENTAIRES
Transitions Europe Arkea Reim	Novembre 2022	543	8,25%	Diversifiée (bureaux, commerces, locaux d'activités), elle est engagée dans la transition énergétique et labellisée ISR.
NCap Continent Norma Capital	Janvier 2023	41,4	7,01%	Stratégie diversifiée en Europe continentale, recherche de rendement régulier.
Upeka Axipit Real Estate Partners	Septembre 2023	29	7,96%	Diversifiée sur le plan sectoriel, mais aussi géographique en France, dans la zone euro et au Royaume-Uni. Sans frais d'entrée.
Alta Convictions Altarea IM	Octobre 2023	71,79	6,50%	Diversifiée (commerces, logistique, bureaux) dans de grandes métropoles françaises et en Europe (20%), avec des critères ESG.
Comète Aldaran	Décembre 2023	185,64	10,62%	Stratégie opportuniste, diversification paneuropéenne et mondiale, axée sur la diversification.
Sofidynamic Sofidy	Janvier 2024	100	9,52%	SCPI diversifiée à dominante commerciale à haut rendement en France et en Europe.

* Au 31/12/2024.

SOURCES : MEILLEURESCPI.COM, CHALLENGES.



PLAN ÉPARGNE RETRAITE

Moins de frais pour votre retraite.

0 %

de frais d'entrée, de dossier,
d'arbitrage en ligne, de frais
de sortie et de versement.*

Excellent  Trustpilot

Plus de 150 000 clients
nous font confiance

*Hors SCPI, SCI, ETF et actions. D'autres frais peuvent s'appliquer. Consulter l'ensemble des frais sur www.linxeia.com. Cet investissement présente un risque de perte en capital. En cas de doute contactez nos conseillers au : 01.45.67.34.22. Linxea Siège social : 49 Avenue d'Iéna 75116 PARIS – SAS au capital de 106 200 € - SIRET : 478 958 762 00104 - RCS PARIS 478 958 762 - Immatriculation ORIAS N° 07031073 en tant que CIF, COA et COBSP. Linxea peut être assujettie au contrôle de l'ACPR et est membre de la CNCGP, association professionnelle agréée par l'AMF.

 Plus de conseil, moins de frais.

►►► MeilleureSCPI. *L'intégrer dans un PER permet une déduction fiscale sur les versements, à condition d'accepter le blocage des fonds jusqu'à la retraite.* »

PROFITER DES FORTS BESOINS DANS LE LOCATIF

Profitant de l'actuelle pénurie de biens à louer en France, l'achat locatif retrouve lui aussi des rendements attractifs – et donc les faveurs des épargnants –, boostés par l'envolée des loyers et le retour à des prix d'achat et des taux de crédit immobilier plus raisonnables. « *Investir en direct reste très indiqué pour la retraite, car cela permet de diversifier son patrimoine tout en répondant à des objectifs différents, comme la protection du conjoint ou la donation aux enfants*, renchérit Edouard Fourniau, président de Consultim AM. *En revanche, cela dépend fortement de votre capacité d'endettement bancaire.* »

Si la situation s'améliore du côté des banques, qui financent de nouveau ce type de placement, il faut noter que la fiscalité sur les revenus (c'est-à-dire votre tranche marginale d'imposition à laquelle il faut ajouter 17,2% de prélèvements sociaux) peut avoir un impact. « *Une fois ces prélèvements et les charges prises en compte, les rendements peuvent descendre sous 4%, modère Edouard Fourniau. Mais en contrepartie, le régime réel via le statut de loueur en meublé non professionnel (LMNP) permet de déduire les charges et les intérêts d'emprunt, ainsi que les amortissements comptables, ce qui allège fortement la fiscalité pendant la durée de détention.* »



Perl

Résidence étudiante Carré Invalides, à Paris. Ses appartements sont proposés à l'investissement en démembrement, un mécanisme qui offre une décote à l'achat de 30 à 40%.

JOUER LA TRANQUILLITÉ AVEC L'IMMOBILIER GÉRÉ

Avec l'immobilier géré, l'investisseur est aussi pleinement propriétaire du logement acheté (résidence étudiante, de tourisme ou senior) mais s'exonère en plus de toute gestion au travers d'un bail commercial. Consultim Groupe vient par exemple de lancer la commercialisation d'une nouvelle résidence services, livrée en 2028 dans le quartier de La Bocca à Cannes, proposant un rendement brut de 4,3% (3,7% net de charges locatives). « *Un TI acheté 121 000 euros générera des revenus complémentaires mensuels de l'ordre de 410 euros d'ici dix ans, et jusqu'à 450 euros dans vingt ans, calcule Edouard Fourniau. Le tout avec une fiscalité mi-*

nimale grâce au statut LMNP : les intérêts d'emprunt, les charges et les amortissements comptables peuvent être déduits. »

ALLÉGER SA FISCALITÉ AVEC LE DÉMEMBREMENT

Initialement imaginé pour adoucir la fiscalité en cas de transmission, le démembrement convainc un nombre croissant d'épargnants. Le principe : le particulier acquiert la nue-propriété d'un bien et en confie l'usufruit à un bailleur social pendant environ quinze ans, à l'issue desquels il en récupère la pleine propriété. « *Ces produits se sont démocratisés depuis une dizaine d'années grâce à des tickets d'entrée à partir de 55 000 euros pour un studio en résidence étudiante* », précise Nicolas de Bucy, directeur général de Perl. Ce système permet une décote à l'achat de 30 à 40%. Mais en contrepartie, l'investisseur devra pouvoir emprunter sans revenus complémentaires pour financer son prêt. « *Cet achat ne rentre pas dans l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI)*, ajoute Nicolas de Bucy. *Au bout de quinze ans, l'épargnant récupère un bien en pleine propriété et remis en état par l'usufruitier, qu'il pourra alors décider de louer, pour obtenir un revenu complémentaire, d'occuper ou de vendre.* »

Pierre Havez ►

Le viager, un pari gagnant des deux côtés

Ceux qui n'ont pas préparé leur retraite peuvent encore se constituer une rente mensuelle en vendant leur résidence principale sans la quitter, grâce au viager occupé. « Les vendeurs souhaitent souvent ne pas dépendre de leurs enfants, décrit Sophie Richard, la fondatrice du réseau spécialisé

Viagimmo. Avec cette solution, ils pourront continuer à habiter leur logement, tout en gagnant du pouvoir d'achat grâce au paiement d'un bouquet initial puis d'une rente mensuelle et l'économie de certaines charges, comme la taxe foncière. Des montants calculés selon l'âge et le nombre de bénéficiaires. Ainsi, une

femme seule de 74 ans – dont l'espérance de vie statistique est de dix-sept ans – propriétaire d'une maison d'une valeur de 300 000 euros, pourra la céder avec une décote d'environ 50%, soit 150 000 euros, répartis entre un bouquet de 50 000 euros et une rente viagère de 550 euros par mois. ■

VISEZ DES SOMMETS POUR VOTRE RETRAITE !

**TOUT EN RÉDUISANT VOS IMPÔTS AVEC NOS
PLANS ÉPARGNE RETRAITE .**



**Spécialiste de l'épargne en ligne
depuis 1999**

L'investissement sur les supports en unités de compte peut présenter un risque de perte en capital. Les fonds sont bloqués jusqu'à la retraite, sauf cas de déblocage anticipé prévus par la loi. Document publicitaire dépourvu de valeur contractuelle.

Altaprofits, Société par actions simplifiée au capital de 11 912 727,82 euros - 535 041 669 RCS Paris Siège social : 35-37 rue de Rome - 75008 Paris.
Société de Courtage d'assurance et de Conseil en Investissement Financier, inscrite à l'ORIAS sous le n°11 063 754.

Configurer son assurance-vie selon ses objectifs

Prisé des Français, ce placement qui n'est pas spécifiquement dédié à la retraite remplit pourtant ce rôle haut la main. Risque, gestion, horizon... Il faut définir précisément ses critères d'investissement pour en bénéficier à plein.

Alors que le plan d'épargne retraite (PER) s'est durablement installé auprès des Français, avec plus de 100 milliards d'euros d'encours, l'assurance-vie est loin d'être détrônée, comptant plus de 2000 milliards d'euros placés. Il est d'ailleurs possible de combiner les deux produits pour préparer au mieux sa retraite avec un objectif commun : faire fructifier un capital dans lequel puiser le jour venu pour compléter sa pension. Plusieurs critères doivent guider l'épargnant dans le choix de son contrat.

Réfléchir dans la durée

« Il est important de vérifier la solidité de la compagnie d'assurances, indique Ruben Brami, fondateur du cabinet de conseil en gestion de patrimoine Twenty-Six Patrimoine. Mieux vaut se concentrer sur de grands noms. » Autre réflexe indispensable : s'intéresser aux fonds en euros, à capital garanti, sur lesquels sera placée une partie du capital. Ils affichent en moyenne un rendement de 2,6% en 2024, (soit entre un peu moins de 1,5% et plus de 4% selon les produits). Or sur dix, vingt ans ou plus, l'écart de performance entre un fonds en euros moyen et un autre de meilleure qualité change radicalement la donne pour l'épargnant. « Il faut choisir un contrat dont le fonds en euros est performant dans le temps, même sans bonus, car ceux-ci ne s'appliquent que ponctuellement », explique Charles Besnard, directeur marketing de Garance, dont le fonds en euros se situe dans la fourchette haute du marché, à 3,5% en 2024.

Dalmaine/Placement-direct.fr



66 *Il faut choisir un contrat avec une grande variété d'unités de compte en architecture ouverte, afin d'avoir accès aux meilleures sociétés de gestion dans chaque classe d'actifs.* **99**

GILLES BELLOIR,
directeur général de Placement-direct.fr.

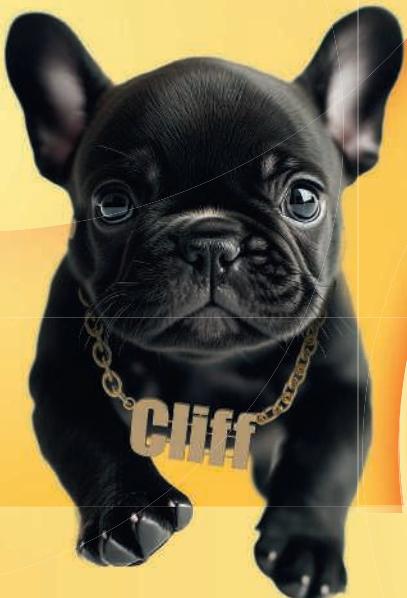
De nombreux assureurs proposent en effet des bonus de rendement aux épargnants consacrant une partie de leurs versements aux unités de compte, sur lesquelles repose la performance d'un contrat dans la durée. « C'est le véritable moteur de l'assurance-vie, rappelle Gilles Belloir, directeur général de Placement-direct.fr : il faut choisir un contrat donnant accès à une grande variété d'unités de compte, en architecture ouverte afin d'avoir accès aux meilleures sociétés de gestion dans chaque classe d'actifs. » Le contrat Placement-direct Vie compte d'ailleurs plus de 1300 supports en gestion libre, par-

mi lesquelles des actions en direct, des SCPI et des fonds sur toutes les classes d'actifs. Les contrats accessibles en ligne ou via des réseaux de conseillers en gestion de patrimoine offrent généralement une multitude d'unités de compte, tandis que ceux des banques ou des mutuelles sont moins diversifiés. De plus, ils n'offrent souvent que des produits maison. « Les assureurs font vivre leurs contrats en ajoutant régulièrement des unités de compte, ajoute cependant Thibault Delahaye, fondateur de Delahaye Capital. Il est important de savoir que le contrat ne sera pas obsolète dans quelques années. »

Gérer la performance

Reste la question du pilotage du contrat. Certains épargnants se sentent à l'aise pour choisir eux-mêmes l'allocation d'actifs : il s'agit de répartir son épargne entre le fonds en euros à capital garanti et les unités de comptes, et de sélectionner celle-ci en fonction des perspectives des marchés financiers et de son degré d'aversion au risque. Autre solution, la plupart des contrats proposent une gestion profilée, grâce à laquelle l'épargnant confie à un professionnel les choix d'allocation et les arbitrages sur son contrat en fonction de son appétence au risque. « Nos profils de gestion incluent un horizon d'investissement, précise Charles Besnard. C'est indispensable, car un profil équilibré, par exemple, ne doit pas être constitué de la même allocation d'actifs si l'épargnant cherche à financer les études de ses enfants dans dix ans ou sa retraite dans vingt-cinq ans. »





DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR DÉFISCALISER^[1] EN 2025 !

PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE PROFIL ÉQUILIBRÉ

+6,15%^[2]
nets servis en 2024

0%
de frais sur
versements
0%
de frais
d'arbitrage

MIF PER Retraite
Profil de la Gestion Sous Mandat Équilibré
50% fonds en euros
et 50% en unités de compte



Jury composé
de professionnels

LES RENDEMENTS PASSÉS NE PRÉJUGENT PAS DES RENDEMENTS FUTURS
TOUT INVESTISSEMENT EN UNITÉS DE COMPTE COMPORTE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL

Jusqu'à **400 €** offerts^[3]
pour toute première adhésion
avant le **15/11/2025**
(sous conditions)

Pour souscrire :

mifassur.com

09 70 15 77 77

Appel non surtaxé



Décerné par
CHALLENGES
Jury composé
de professionnels

MIF PER RETRAITE EST UN CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE VIE MULTISUPPORT D'ÉPARGNE-RETRAITE souscrit par l'ADERM (Association pour le Développement de l'Épargne Retraite Mutualiste), assuré et distribué par la MIF.

[1] Selon les plafonds de déduction en vigueur. [2] Profil de la Gestion sous mandat Équilibré - Performances au 31/12 de l'année concernée, nettes de frais de gestion au titre du contrat et de la gestion sous mandat et hors prélèvements fiscaux et sociaux, calculées sur la base d'un versement net de frais de versement de 1000 € investi sur le profil au 1^{er} janvier de l'année concernée. Elles tiennent également compte des arbitrages effectués par l'assureur, en exécution du mandat choisi, et de l'attribution au 31 décembre de l'année de la participation aux bénéfices annuelle sur le fonds en euros.

[3] Prime (plafonnée à 400 €) versée pour toute 1^{re} adhésion à «MIF PER Retraite» effectuée aux conditions ci-après entre le 01/06/2025 et le 15/11/2025, sous réserve de fournir l'ensemble des pièces justificatives requises pour la validation de l'adhésion. La prime dépend du montant du versement initial (hors versements programmés) versé au plan à l'adhésion : **50 € à partir de 1500 €, 100 € à partir de 5 000 €, 150 € à partir de 10 000 €, 200 € à partir de 20 000 € et 400 € à partir de 40 000 €.** Le versement de la prime sera effectué directement sur un compte bancaire ouvert au nom de l'adhérent passé le délai de renonciation à l'adhésion, sous un délai de quinze jours. Offre non cumulable.

MIF : LA MUTUELLE D'IVRY (la Fraternelle)

Siège social : 23 rue Yves Toudic - 75481 PARIS CEDEX 10 / Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité
Identifiée sous le numéro SIREN 310 259 221 / Contrôlée par l'ACPR - 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09
Document publicitaire sans valeur contractuelle. Agence comnext



Cinq contrats d'assurance-vie vendus par différents canaux

NOM DU CONTRAT Distributeur/ Compagnie d'assurance	MODE DE COMMERCIALISATION	RENDEMENT DU FONDS EN EUROS 2024*	FRAIS DE GESTION		NOMBRE D'UC EN GESTION LIBRE	COMMENTAIRES
			FONDS EN EUROS	UC		
Cler Agipi/Axa	Assureur	2,5% à 2,6%	0,7% à 0,8%	0,96%	36	Contrat associatif historique et de référence désormais largement ouvert aux gestions déléguées et profilées. Une garantie plancher décès gratuite et illimitée.
LCL Vie LCL/Prédica	Banque	2,6% à 3,6%	0,008%	0,95%	85	Gamme complète d'options d'arbitrage automatique en gestion libre. Possibilité pour l'épargnant de déléguer sa gestion dans le cadre de mandats d'arbitrage.
NetLife 2 UAF Life Patrimoine/ Spirica	CGP	3,13% à 3,31%	1% à 2%	0,70%	1052	Contrat combinant la richesse fonctionnelle des offres patrimoniales distribuées par les CGP avec une tarification optimisée conformément aux pratiques d'Internet.
Placement-direct Essentiel Placement-direct/ Generali	Internet	1,7% à 3,55%	0,0075%	0,60%	1300	Contrat accessible dès 100 euros sous réserve de la mise en place de versements périodiques. Accès à une gamme de trackers et de titres vifs.
Garance Epargne Garance/Garance	Mutuelle	3,5%	0,006%	0,60%	42	Un fonds en euros parmi les plus performants du marché pour ce contrat accessible à partir de 50 euros au premier versement ou de 20 euros par mois.

* Net de frais de gestion, brut de prélevements sociaux.

SOURCES : GOOD VALUE FOR MONEY, CHALLENGES.

►►► Avant de choisir un contrat, il faut comparer les performances des gestions pilotées dans la durée, sur trois à cinq ans au minimum. « Il est de plus en plus courant de pouvoir mixer gestion libre et gestion pilotée au sein du même contrat. C'est un plus, mais dans le cas contraire, il suffit d'ouvrir deux contrats auprès de deux assureurs différents, ce qui permet en plus de diversifier son risque », précise Ruben Brami.

Lisser ses versements

Enfin, il est essentiel de faire vivre son contrat dans la durée pour optimiser la performance. Il faut donc

vérifier les différentes options proposées : est-il possible de réaliser des arbitrages ou des rachats en ligne ? Peut-on mettre en place des arbitrages automatiques en cas de forte plus-value ou de perte sur une ligne ? Ou encore des versements programmés ? « Il est recommandé d'étaler ses investissements en unités de compte sur six à douze mois, en versant dans un premier temps tout son capital sur le fonds en euros, afin qu'il fructifie, puis de le transférer progressivement vers les unités de compte », ajoute Gilles Belloir. L'objectif est de lisser le point d'entrée sur les marchés financiers. Mises bout à bout, toutes

ces options financières peuvent améliorer la performance du contrat sur le long terme, il ne faut pas les négliger.

Surveiller les frais

La performance d'un contrat d'assurance-vie est par ailleurs directement liée au niveau des frais facturés : sur versement, de gestion, d'arbitrage, pour la gestion pilotée... font grimper l'addition. Ils sont présentés dans un format standardisé au sein d'une fiche signalétique disponible sur les sites Internet des assureurs. C'est l'occasion de comparer les contrats et d'identifier toutes les sources possibles de frais. Les droits d'entrée s'établissent ainsi entre 0% (contrats en ligne) et 4,5% (banques, assureurs). Il reste possible de les négocier, en particulier pour les montants importants ou lors de l'entrée en relation avec le distributeur. Côté frais de gestion, il faut compter entre 0,6% et 0,8% sur le fonds en euros et entre 0,5% et 1%, voire plus sur les unités de compte. « Un écart de 0,5 point entre deux contrats peut sembler limité, précise Gilles Belloir. Mais lorsqu'on investit pour préparer sa retraite dans quinze ans, vingt ans ou trente ans, cela représente une perte d'opportunité très importante. »

Agnès Lambert ►

Une fiscalité en or à ne pas perdre de vue

Certes, l'assurance-vie ne permet pas de bénéficier d'un avantage fiscal à l'entrée, contrairement au PER. Mais elle bénéficie d'une fiscalité attractive à la sortie, tant pour les rachats qu'en matière successorale. En cas de retrait, dès que le contrat a plus de huit ans, le souscripteur bénéficie d'un abattement annuel de 4 600 euros (9 200 euros pour un couple) sur les gains,

hors prélevements sociaux (17,2%). Au-delà, ceux-ci sont taxés à 7,5%, auxquels s'ajoutent les prélevements sociaux. « Il est possible de calibrer ses rachats pour rester dans les limites de l'abattement annuel, souligne Thibault Delahaye, fondateur de Delahaye Capital. Ainsi, seuls les prélevements sociaux sont dus. » Pour les contrats de moins de huit ans, c'est le prélèvement forfaitaire unique de 30%

qui s'applique. En matière successorale, le régime de faveur de l'assurance-vie prévoit que les versements réalisés avant les 70 ans du détenteur bénéficient, à son décès, d'un abattement de 152 500 euros par bénéficiaire. Ceux effectués après ses 70 ans bénéficient quant à eux d'un abattement de 30 500 euros tous contrats confondus, et pour l'ensemble des bénéficiaires. ■